

Blois, le 1<sup>er</sup> mai 2016

## La CFDT appelle la CGT à avoir le courage de ne pas se tromper de combat !

Le 26 avril, la CGT de la Centrale Nucléaire de Dampierre en Burly a diffusé une communication invitant les salariés à prendre part à la journée d'action du 28 avril.

Notre Syndicat CFDT n'a pas vocation à commenter les publications de ce syndicat. Pour autant, il existe des frontières à ne pas franchir.

La CGT de Dampierre l'a fait !



**EDF** publie actuellement à peu près 30 milliards d'euros, l'entreprise de grands projets (réacteur EPR, pour ne pas dire atomes, par le gouvernement.

Dans le dossier, grand chantier : 58 milliards d'euros, installation de l'île 1 : 5 milliards d'euros, réacteur d'Arcen NP : 12 milliards d'euros, réacteur de Flamanville qui s'écroule et la centrale sur le glacier : 12 milliards à trouver pour l'EPR, anglais, irlandais, etc.

Tout ceci dans un environnement de superproduction européenne qui se traduit par une vente à perte de l'électricité produite. Le MWB en vendra 24 euros alors que le coût de production est de 42 euros.

EDF est au bord de la faillite. Que va-t-il se passer ? Le gouvernement va lui imposer des aides.

A coup sûr, le grand chantier va être revu à la baisse. Dans l'environnement sur production européenne, on ne peut pas acheter de l'électricité que de financer des grands chantiers sur des centrales vieillissantes. De plus, moins de production signifie de moins le prix de MWB au tarif produit. L'indépendance énergétique n'est plus un principe dans cette Europe concurrentielle de l'énergie.

Pour finir, seule la moitié du parc nucléaire est en phase de construction.

Qu'importe, le passé de Dampierre n'est pas en sa faveur, son âge n'est plus. Il est donc décidé de fermer les tranches 1 et 2 dans un premier temps. Les tranches 3 et 4 seront elles ? L'usage des tranches est dicté par son type d'installation, c'est la partie de tranches qui s'écroule de fait des communes.

200 milliards non autorisés sont prévus pour le développement. Les tranches seront effectuées par des entreprises privées, notamment celles qui ont EDF pour superviseur et contrôleur. EDF se réjouit par son geste de faire à nouveau des bénéfices des sites de production.

Alors, les lois, Macron ? et El Khomri, pourquoi produire dans leurs usines ? Si le social national protège ses efforts de développement, pourquoi ne pas les faire ?

A AIR France, le message est pourtant clair, 1000 licenciements approuvés par le gouvernement. Air France n'est pas en phase de faillite. L'emploi est dans les entreprises publiques françaises, c'est normal ? Et cela vaut pour EDF.

Le plan de développement sera donc mis en place à Dampierre. Grâce à la loi Macron, la base de capital ne sera pas mise en vente, mais le reste, il sera par EDF et la base de capital, à la fin de 2016, sera en vente.

19000 euros pour solder de leur compte. C'est un peu de sous, pour ce qui est de la loi El Khomri pour le retour de travail, avec nos salariés.

Nous sommes, tout ceci c'est que pour l'instant. Ce n'est pas un bon de travail, ni une indication d'un côté ou de l'autre. C'est le fait qu'un accord signé par la CGT de ce côté de certaines lignes, c'est bien connu.

D'ailleurs, nos objets de travail ne mangent pas de votre argent, mais à ce moment-là, nous sommes prêts à tout.

Ce sont les mêmes qui, il y a deux ans, demandent des centaines de millions, pour EDF, qui devait être financé par la loi Macron et l'État, de l'ouverture à la concurrence, de la loi NOME, du décret de Barcelone... la conquête du monde !

Deux ans après ? Quelle réussite ? Les déclarations de nos chefs qui ont accompagné avec force et conviction cette politique de débauche peuvent être très utiles. Ils ont une EDF en faillite !

Certainement ce qu'ils appellent une gestion responsable ? La justice de l'entreprise, où les salariés volontaires versent le cœur de leur action au service de la loi et de l'entreprise de leur côté, sans être obligés, sans être obligés.

Quel résultat ? Mais c'est ce que le but ? La meilleure année pour le débauchage de salariés de la CCN s'est-il pas de notre EDF en faillite ?

Les représentants patronaux avaient promis de reprendre au compte les contrats sociaux de 1980, du Conseil National de la Régulation et de 1988, mais y renonce ! Et EDF, qui par son histoire et son caractère unique fait partie de nos sociétés, GDF, elle, s'écroule dès lors.

Nous, chez président Lamy d'Arcen et d'Arcen, nous n'avons pas d'ambition d'être payés par Macron qui veut être payé par nous en cause de la loi Macron pour le retour de travail, avec nos salariés.

Nous sommes, tout ceci c'est que pour l'instant. Ce n'est pas un bon de travail, ni une indication d'un côté ou de l'autre. C'est le fait qu'un accord signé par la CGT de ce côté de certaines lignes, c'est bien connu.

D'ailleurs, nos objets de travail ne mangent pas de votre argent, mais à ce moment-là, nous sommes prêts à tout.

Ce sont les mêmes qui, il y a deux ans, demandent des centaines de millions, pour EDF, qui devait être financé par la loi Macron et l'État, de l'ouverture à la concurrence, de la loi NOME, du décret de Barcelone... la conquête du monde !

Deux ans après ? Quelle réussite ? Les déclarations de nos chefs qui ont accompagné avec force et conviction cette politique de débauche peuvent être très utiles. Ils ont une EDF en faillite !

Certainement ce qu'ils appellent une gestion responsable ? La justice de l'entreprise, où les salariés volontaires versent le cœur de leur action au service de la loi et de l'entreprise de leur côté, sans être obligés, sans être obligés.

Quel résultat ? Mais c'est ce que le but ? La meilleure année pour le débauchage de salariés de la CCN s'est-il pas de notre EDF en faillite ?

**26 avril**

**ASSEMBLEE GENERALE MARDI 26 AVRIL à 13h15 en salle Baratard.**

(Code PGI 028)

Cette assemblée générale nous permettra de décider des modalités pour la journée d'action du jeudi 28 avril pour le retrait du projet de loi El Khomri.

**VEZNEZ NOMBREUX NOTRE AVENIR EST EN JEU !!**

**28 avril**

**Grève et Manifestations unitaires Interprofessionnelles**

CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF

**Giens : place de la Victoire**

**Orléans : parvis de la Cathédrale**

**Montargis : place du Pâis**

1,2 million de manifestants le 31 mars, des centaines de milliers le 9 avril, le Premier ministre doit retirer ce projet de loi !!



## Nous condamnons sans réserve ce type de comportement !

Comment une organisation syndicale digne de ce nom peut-elle s'abaisser à de telles pratiques.

Par manque de courage à affronter les vrais « adversaires », par nostalgie du « bon vieux temps » où il était de bon ton de calomnier la concurrence syndicale, par facilité pour faire oublier ses difficultés interne, par frustration de se voir bientôt distancée du fait des suffrages des salariés.

### Autant d'hypothèses auxquelles nous n'aurons jamais de réponse...



La CFDT appelle la CGT à s'appliquer à elle-même ses propres revendications et à mettre un terme à la violence gratuite à l'encontre de la CFDT.

La CFDT appelle la CGT à recentrer ses priorités sur l'emploi, les conditions de travail, le pouvoir d'achat,... et concentrer ses énergies sur la défense des intérêts des salariés.

La CFDT appelle la CGT à ne pas nuire au syndicalisme et à ne pas donner à tous ceux qui veulent le voir disparaître, encore plus de prétextes pour le dénigrer et l'affaiblir

En parallèle, la CFDT appelle la Direction de la Centrale de Dampierre en Burly à prendre ses responsabilités et à réagir pour préserver le vivre ensemble.

**Contacts :** Bruno CARRARO

(Secrétaire Général du Syndicat CFDT)

07 50 95 60 48

Caoutchouc • Chimie • Électricité-gaz • Papier-carton • Pétrole • Pharmacie • Plasturgie • Verre

Syndicat CFDT Chimie Energie Centre Val De Loire - Maison des Syndicats 35-37 Avenue de l'Europe 41000 BLOIS ☎ : 02.54.43.76.76

Site : <http://scecfdtcvdl.fr> – E-mail : [syndicat@scecfdtcvdl.fr](mailto:syndicat@scecfdtcvdl.fr)